L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 21 AOUT 1874. 47me Année.

DUFOUR & BENIT,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN 21 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Eugène Tourné, aux Nos 16 et 18, rue St Louis—vin rouge, cognac, portefeuille, etc.

Par Hoffman, Martin & Co., au No 28 de la rue de Chartres—coutellerie, sacs, draperie et actions.

Par M. W. Newman, au No 5 de la rue de Chartres—bottes, souliers et broderies.

Une tactique percée à jour.

La manière toute pacifique dont les contribuables de quelques paroisses se sont débarrassés de leurs fonctionnaires radicaux, ne peut pas faire l'affaire des meneurs du parti radical, et, au palais Kellogg, on a dû faire mauvaise figure à tous ces serviteurs qui avaient donné tranquillement leur démission et étaient venus, tout penauds, redemander au grand chef de les replacer une fois encore dans des places dont ils savaient tirer tout le profit possible et impossible. Pourquoi donc s'étaient-ils pas fait tuer un petit bout au lieu de donner leur démission à la première requête polimment présentée ? Que ne rapportaient-ils au moins un cadavre ? Kellogg pu alors crier aux Ku-Klux et appuyer ses demandes de troupes à Washington, en soutenant que les gangs blanches massacraient ses fonctionnaires. Mais rien, pas le plus petit meurtre ! Les contribuables ont donné leur congé aux subalternes de l'usurpateur, comme à des ingrats infidèles, sans même leur montrer la main en colère.

Ce balayage pacifique qui menace d'éparpiller le personnel officiel d'un grand nombre de paroisses, laisse Monsieur Kellogg dans l'embarras. Il lui faut des assassinats pour invoquer contre des Ku-Klux imaginaires le sabre de l'oncle Sam. Ses organes ont reçu un mot d'ordre en conséquence ; les meurtres accidentels doivent être transformés en meurtres politiques et s'il n'y a pas de meurtres, il faut en inventer.

Le journaux de Shreveport ont déjà fait justice des fausses dénonciations contenues dans une prétendue lettre que le *Republican* disait avoir été reçue par 200 habitants de la paroisse Caddo et dont on ne trouve plus personne pour prendre la responsabilité. La lettre a pu être écrite, mais les signataires sont restés des mythes. Malgré cette première déconvenue, l'organe radical revient à la charge avec ses dénonciations anonymes.

Dans un article intitulé le Règne de la Terreur," d'aliégne, sur la foi d'une lettre de Mansfield, paroisse de Soto, en date du 7 août, que les nègres sont tués sans rime ni raison, dès qu'ils sont soupçonnés de s'occuper de politique. Les nègres que le *Republican* tue si facilement dans le désert, feraient bien de lui susciter un capital politique à exploiter, ce portera probablement fort bien et le récit des mesures de terreur employées par les blancs est probablement dû à l'imagination exaltée de quelque missionnaire réfugié ici et qui cherche dans les fumées du whiskey des consolations à ses mésaventures.

Toutes ces dénonciations font partie d'un système qui a réussi jadis aux radicaux et qu'ils veulent de nouveau mettre en pratique pour essayer de faire soutenir encore une fois par les baïonnettes fédérales, leur projet d'empêcher l'élection du novembre par des moyens frauduleux.

Nous en avons la preuve dans la correspondance suivante de Washington qui dévoile la tactique adoptée par les meneurs radicaux et qui en fait justice :

Washington, 18 août : Comme d'habitude, à l'approche des élections dans le Sud, il circule de nouveau des rumeurs sur des persécutions politiques dans le Sud, et sur l'assassinat des républicains par des démocrates et des conservateurs. On dit une, depuis une semaine, on a reçu ici des lettres disant des détails sur les outrages les plus atroces. D'un autre côté des hommes bien familiers avec les localités où ces outrages auraient été commis, disent positivement qu'ils doivent être attribués à des personnations politiques. Il peut y avoir eu des difficultés et des bagarres dans les réunions politiques, mais c'est ce qui a lieu partout, au Nord-Est et à l'Ouest, quand l'agitation politique est vive. Le malheur est que les républicains, dans le Sud, et particulièrement dans les districts contestés, les grossissent pour en faire des persécutions politiques dans l'espoir d'en tirer un capital politique au Nord, et avoir une excuse pour demander l'intervention militaire fédérale. Les gens du Sud prétendent contre toute intervention du gouvernement ; ils citent le cas de Vicksburg pour prouver combien ces plaintes sont mal fondées. Dans ce cas le gouverneur Ames lui-même a cru joint à ceux qui demandaient l'intervention. On a refusé et, en dépit des craintes exprimées, l'élection s'est passée avec autant d'ordre qu'on pouvait raisonnablement l'espérer.

Pour prouver combien peu de foi on doit ajouter aux dénonciations des radicaux, nous citerons la déclaration publiée dans le *Shreveport Times* du 16 août par les officiers radicaux d'Etat en ce paroisse et les rédacteurs du journal officiel républicain.

Le *New Orleans Republican*, du 9, contient un article intitulé "Appel de la campagne" dans lequel les assertions suivantes sont faites sur la paroisse Caddo :

La lettre de Caillo, signée par 200 républicains, indique un état de choses déplorable ici, et demande comblen le temps les républicains du reste de l'Etat doivent endurer ces choses sans intervenir.

Nous soussignés, républicains de la paroisse Caddo, déclarons n'avoir aucune connaissance des 221 républicains que le *New Orleans Republican* dit avoir adressé une lettre au gouverneur Kellogg de ce journal. Nous affirmons que nous n'avons aucune connaissance de cette lettre, mais nous déclarons que les assertions sont fausses et sont une calomnie contre les blancs de la paroisse Caddo.

R. J. Looney, juge du 10me district, M. A. Walshmaire de la ville, C. L. Ferguson, administrateur des améliorations, P. B. C. White, administrateur du South-western Telegram, John R. Sawyer, président du jury du police, Geo A. Pleland, greffier, S. A. Hamilton, collecteur de taxes, A. A. Milligan, commis de la poste Shreveport 14 août 1874.

Nous soussignés, fonctionnaires de la paroisse Caddo, tenant nos commissions de W. P. Kellogg, comme gouverneur de la Louisiane, déclarons que les assertions contenues dans le *Republican* de la Nouvelle Orléans sont fausses et une calomnie contre les blancs de la paroisse Caddo.

Wm. H. Wise, avocat de District.
Drury Lacy, administrateur des successions.
J. H. Wheaton, greffier de district.
S. L. Hewlett, rédacteur du South-Western Telegram.
A. Flournoy, shérif de Caddo.
C. H. Spilker, juge de paix.
Geo. B. Sweartingen, député shérif.
Wm. Flournoy, député shérif.
R. J. Looney, juge de district.
Sam Levy, administrateur des finances.
Lucien E. Dodet, juge de paix.
W. C. Harrell, rapporteur du Telegram.

Il nous semble qu'un parell témoignage vaut de vrai mieux que tous les systèmes de dénonciations anonymes ; il sera bon d'envoyer en présent Grant pour le mettre à même de juger de la véracité des allégations de l'usurpateur.

LA SANTÉ DE M. THIERS. Le journaux de Louisville publient [illegible] que nous avons donnée sur [illegible] Thiers à Paris avec cette [illegible] de sa santé au lieu d'être dé[illegible] restonné au lieu de [illegible]. Nous pensons que la version [illegible] la bonne et que l'illustre [illegible] a repris toute sa vigueur p[illegible] intellectuelle.

Domain, Samedi, [illegible]
De la Loterie de la [illegible]
Domain, Samedi, [illegible]
De la Loterie de la [illegible]
Domain, Samedi, [illegible]
De la Loterie de la [illegible]
Domain, Samedi, [illegible]
De la Loterie de la [illegible]

L'affaire de St-Martinville.

D'après les informations que nous avons recueillies, voici comment se sont passés les événements qui ont opéré dans la paroisse St-Martin une sorte de révolution pacifique.

A bout de tyrannie, de persécutions et d'insolence de la part des gens qui se disaient leurs maîtres parce qu'ils occupaient les emplois de par la grâce de Kellogg, les habitants, de guerre lasse, ont fini par se fâcher au point de vouloir demander des comptes à ceux qui s'engraissaient à leurs dépens. Un comité de cent citoyens environ, représentant les contribuables de la paroisse, est allé trouver le collecteur, M. Opéliphore Delahoussaye senior, et lui a demandé de soumettre ses livres à un examen. Tout en prétendant que l'subalternes avait le droit de lui demander des comptes, il a, néanmoins, promis de soumettre, le lendemain, ses livres à l'examen. Deux des membres du comité seulement étaient entrés dans le bureau du collecteur, les autres étaient restés dehors.

Le comité se mit ensuite à la recherche du président du jari de police, un mulâtre, du nom de Hinds, carpet-bagger du Kentucky et de l'Ohio, venu tout récemment de Pont-Breaux et qui était connu comme donnant des séances en pleine champagne, mais à minuit, aux nègres de la ligue noire. Ce président ne pût être trouvé, il était parti pour la Nouvelle-Iberie. Lalloire, greffier du jari de police, était à la Nouvelle-Orléans, ainsi que le juge Castille ; Veazay, celui qui a tué le malheureux Guilbeau et un nommé Daspit, avaient suivi l'exemple du président du jari de police et s'étaient rendus à la Nouvelle-Iberie.

Le comité fit savoir à tous les membres du jari de police qu'ils étaient invités à tenir une séance à un jour qui fut fixé, pour produire, et soumettre les livres au comité, et il leur notifia que les contribuables de la paroisse entendaient faire réduire la taxe de paroisse, que les créatures de Kellogg avaient portée de $11,000 à $18,000, sans égard pour les désastres de l'année.

Les comptes du collecteur des taxes ont été examinés, et le rapport des experts, rapport sévère mais consciencieux, doit être publié.

Le jour fixé pour la réunion du jari de police était le 17. Presque tous les habitants blancs de la paroisse étaient rendus vers dix heures au village de St. Martinville ; il y avait de mille à deux cents hommes ; quelques-uns étaient venus d'au moins 30 milles sur de pauvres petits chevaux qui pouvaient à peine se traîner. Ils n'avaient pas hésité à braver la fatigue et la faim pour remplir ce qu'ils considéraient comme un devoir civique.

Le président du jari, Hinds, tient que de retour, s'est tenu caché et n'est pas venu à la séance du jury. Un autre lanlaire du nom de Cyco, qui avait promis d'y venir, n'a pas paru. Le jari se composait donc de M. Verret, habitant des bayous au-delà de la Fausse-Pointe, d'un nègre nommé Jacques Arnaud et de Félix Bénard, beau-frère de Laloire. M. Verret fut choisi comme président *pro tem* et le jari adopta des résolutions lues par M. Bénard qui réduisaient la taxe de paroisse à 6000.

Pendant que le jari de police accordait cette juste satisfaction aux contribuables, un comité de citoyens allait inviter MM. Theodore Castille, Vezay, Laloire et les deux Delahoussaye à donner leurs démissions, ce que ces messieurs firent par écrit. Quant au mulâtre Hinds on lui adressera la même requête s'il reparaît. Le recorder Ory est resté en fonctions.

Les choses se sont passées dans le plus grand calme ; les anciens citoyens ayant tempéré par leurs conseils l'ardeur des plus jeunes. Les gens de couleur commencent à voir que les habitants n'en veulent qu'aux fonctionnaires dont la population allait de se plaindre et non aux bons travailleurs.

Les citoyens de St Martin s'attendent à ce que les fonctionnaires démissionnaires cherchent par tous les moyens possibles à leur susciter des embarras, mais ils sont résolus à ne pas se laisser imposer de nouveau les mêmes hommes.

Meeting dans la paroisse Lafourche.

Paroisse Lafourche—Habitation Birdsall. 15 août 1874.

Aujourd'hui, à une assemblée des citoyens de la paroisse Lafourche opposés au radicalisme, M. J. S. Perkins a été appelé au fauteuil par un vote unanime, et les messieurs dont les noms suivent ont été nommés vice-présidents, à l'unanimité :

C. C. Williams, Ernest Roger, Sosthène Folse, Oscar Lepine, Merville Rome, Edward Moegel, Octave Harang, Trasimond Forest, Ferdinand Barrilleaux, Octave Rezzio, Ernest Knobloch, Urbain Prestenbach, B. A. Johnson, Benjamin Folse, Joseph Thibodeaux, Alidor Robichaux, Urain LeBlanc, Eugène Folse, J. H. Perrine, Prosper Toups, Napoléon Bourgeois, L. S. Allain, Louis Martin, James Morgan, Trasimond Bernard, Louis Nicholas.

MM. Thomas Johnson & H. N. Coulon ont été nommés secrétaires.

Sur motion de l'hon. John S. Billiu, le président a été autorisé à nommer un comité exécutif de paroisse, de quinze membres.

Le président a nommé du dit comité exécutif de paroisse les citoyens indiqués dont les noms suivent :

Ernest Roger, S. J. Grissamore, John S. Billiu, James White, Maj. C. Lagarde, Clay Knobloch, C. C. Williams, J. S. Goode, Lewis Guion, Sosthène Folse, Oscar Lepine, O. Harang, Edward Moegel, Trasimond Forest et Octave Rezzio.

Le président, du consentement unanime de l'assemblée, a été nommé du comité et celui-ci a été prié de se réunir, dans le but d'organisation, à Thibodeaux, MERCREDI, 19 du courant, à 11 heures et demie du matin.

Le président a été autorisé, en outre, à nommer six délégués qui représenteront la paroisse Lafourche à la Convention d'Etat, à Baton-Rouge, le 24 du courant.

Conformément à la dite autorisation unanime le président a nommé pour composer la dite délégation MM. F. S. Billiu, colonel Louis Bush, C. C. Williams, Robert F. Perkins, juge Howell et Oscar Lafleur.

Sur motion de l'honorable John S. Billiu, secondée et adoptée, le président a nommé un comité de huit, dont le devoir sera de s'assurer auprès des planteurs du nombre d'acres de terre qu'ils peuvent consacrer au système de fermage et de fournir à toutes les personnes désireuses de cultiver les dites terres, les termes et conditions auxquels elles peuvent être obtenues. Le président a nommé membres du dit comité MM. Adrien Roger, H. W. Conlon, John Seely, A. B. Johnson, Alexandre Thériot, James Lafleret, Urbain Prestenbach, Domisique Harang. Sur motion dûment secondée et adoptée, il a été résolu que les citoyens des différents wards de la paroisse se réunissent le mardi 29 courant, dans le but d'organiser des clubs de wards et pour choisir *trois délégués* pour les représenter dans la convention de paroisse chargée de faire les choix des candidats, laquelle se réunira à Thibodaux le samedi 5 septembre prochain.

Il a été aussi résolu qu'aux meetings de wards, les divers officiers de ward seront choisis, savoir : le juge de paix, le constable et le juré de police.

Les affaires régulières du meeting étant épuisées, le président a prié le colonel Eugène Waggaman, de la Nouvelle-Orléans, qui a flanqué le meeting en français, et a chargé ses auditeurs par la force de ses arguments et la beauté de son langage pendant plus de trois quarts d'heure. M. C. J. Ellis, de la Nouvelle-Orléans, a prononcé ensuite un éloquent discours Bush a terminé par une harangue entraînante de son éloquence habituelle. Lorsque le colonel Bush a repris son siège, il a été résolu que le compte-rendu de ce meeting fut envoyé pour être publié au *Peuple*, au *Bulletin* et à l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, et à la *Sentinelle* de Thibodeaux.

Le meeting s'est ensuite ajourné.

J. S. PERKINS,
Président.

THOMAS JOHNSON, }
H. W. COULON, } Secrétaires.

RAPPORT DU COMITÉ.

Les contribuables de la paroisse St Martin se sont réunis le 17 août et ont reçu le rapport du comité précédemment nommé par eux, lequel établit ce qui suit :

1° Que le collecteur des taxes de la paroisse St-Martin a vendu et adjugé à l'Etat une quantité considérable de propriétés appartenant aux habitants de la dite paroisse, à l'effet de satisfaire au paiement des taxes d'Etat et de paroisse ainsi qu'aux pénalités encourues, et s'est abstenu de réclamer à l'Etat le montant des taxes dues à la paroisse sur les propriétés ainsi mentionnées.

2° Qu'il n'a été collecté qu'une portion insignifiante du *Feli tax* dû par les nègres tandis que presque tous les habitants blancs et mâles ont été obligés de payer la dite taxe et que cette façon d'agir n'avait d'autre but que de les obliger à s'assurer, parmi les noirs, le bénéfice d'une popularité vénéneuse et de mauvais aloi.

3° Que le collecteur des taxes a reçu une somme de $500 pour donner le rôle d'assessment pour la paroisse, lorsqu'il est notoire que le dit ouvrage ne vaut pas plus de quarante ou cinquante piastres.

4° Que Hinze, le président du jari de police, ne possède aucune propriété dans la paroisse, qu'il réside hors du district qu'il prétend représenter et qu'il s'est rendu coupable d'une tentative de meurtre, la nuit, sur la personne d'un homme de couleur du nom de Pierre Coqueilin.

5° Que le greffier de la Cour est actuellement devant la Cour de District, accusé d'avoir assassiné Charles Guilbeau.

6° Que le Sheriffadant des chaînes publiques ne fait absolument rien, ne s'acquitte d'aucune des fonctions de recherche et recouvrement, néanmoins, un énorme salaire, dû, vient annuellement à la somme de $700.

7° Que le shérif de la paroisse a été coupable d'avoir extorqué, dans l'exercice de ses fonctions, des sommes auxquelles il n'avait aucun droit, s'étant fait payer par la dite paroisse, une taxe sur un âne mentionné qui atteignait des proportions insensées.

8° Que le messager du jari de police reçoit $125 pour faire un service qui n'en vaut pas plus de $25.

9° Que le juge de paroisse est à la fois insensible et corrompu.

10° Que Gustave Baker, homme de couleur, trésorier de paroisse, a rendu compte fidèlement de toutes les sommes qu'il a reçues.

Le rapport, après avoir été commis à l'assemblée, a été adopté et un comité a été nommé avec mission de se rendre auprès du Collecteur, du Greffier, du Juge de Paroisse, du Sheriffadant des chaînes publiques et du Président du jari de police pour les requérir d'avoir à donner leur démission, ce qu'ils ont fait.

Les officiers de paroisse dont les noms suivent, ont été maintenus en place par les contribuables : Gustave Baker, Trésorier, républicain de couleur ; le Recorder, républicain blanc, Emile Verret et Félix Bérard, blanc, membres du jari de police ; Charles Comiley et Célestin Arnaud, membres du jari de police ; Ford, coroner ; Pratt, messager ; Payne, propriétaire du journal officiel. Les cinq derniers, républicains et hommes de couleur.

La Loterie se tire demain ;
Achetez votre billet aujourd'hui même
La Loterie se tire demain ;
Achetez votre billet aujourd'hui même
La Loterie se tire demain ;
Achetez votre billet aujourd'hui même
La Loterie se tire demain ;
Achetez votre billet aujourd'hui même

CHRONIQUE DE LA VILLE.

ELECTIONS DANS LES WARDS DE LA PAROISSE D'ORLEANS.

Les délégués à la Convention de Baton-Rouge.

Les élections d'hier pour les délégués à la convention de Baton-Rouge, qui doit se réunir le 24 de ce mois, ont été très paisibles dans toute la ville, une différence notable avec les élections récentes pour la convention radicale panachée qui a siégé à l'hôtel St. Louis.

Le nombre des votes reçus dans chaque *poll*, ou lieu d'élection, a été très considérable, ce qui prouve que notre population est décidée à ne plus se laisser aller à une apathie coupable, en abandonnant le choix des délégués qui doivent la représenter dans le grand conseil de l'Etat à une politique d'agitateurs et de politiciens de profession.

Nous avons vu avec joie hier, les hommes sérieux, les vieillards mêmes, les artisans laborieux se porter en rangs serrés au scrutin, c'est un signe heureux qui nous permet d'espérer la régénération de la Louisiane.

La plupart des délégués qui ont été élus sont des hommes bien connus, dignes sous tous les rapports, de la confiance publique, et nous ne doutons pas qu'ils rempliscent la haute mission qui leur a été confiée avec conscience et avec un désintéressement complet.

Nous donnons les retours de tous les Wards que nos *reporters* ont pu visiter après le dépouillement du scrutin :

1ER WARD.

Jas. H. Grover, C. J. Leeds, L. R. Coleman, A. W. Hyatt, E. A. York, Ed. Booth, E. P. Harschilds.

2ÈME WARD.

Dr. S. Choppin, H. D. Ogden, W. Johnson, A. J. Fitzpatrick, J. Roy.

4ÈME WARD.

H. W. Hyams, Charles Cavanac, D. S. Bryon, John Fitzpatrick, T. S. McCoy.

5ÈME WARD.

Ad. Schreiber, J. M. Lamarre, F. A. Bossonier, J. K. Gourdain, A. C. Landry, Chas. de Lassus, J. L. Gautier, Jos. Desmorelle, André Roman.

6ÈME WARD.

Jules Terte, D. D. Rogers, Albert Voorhies, A. Cabiro, Charles Keller, Albert P. Roux.

7ÈME WARD.

Daniel Edwards, W. A. Bienvenu, P. Malochée, T. B. Blanchard, A. D. Sanzier, O. M. Tennison.

8ÈME WARD.

C. F. Seaman, E. P. Bregère, F. Bradley, J. Keller, J. Carrigan.

9ÈME WARD.

F. Dudonheter, P. S. Witts, Jr., Louis St. Martin, Will. Steven, Joseph Collins, Andrew Lynch.

10ÈME WARD.

B. F. Jones, B. M. Flannery, E. A. Burke, Wm. Bogel, R. F. Bacuer, T. Waterman, F. Phister, E. Raynolds.

11ÈME WARD.

R. H. Marr, R. Flower, Chas. R. Ralley, D. Buckner, F. Hener, J. Janney.

12ÈME WARD.

H. N. Ogden, F. Meyers, H. F. Davis.

13ÈME WARD.

W. H. Pascoe, W. J. Harris, And. Bode.

Par un malentendu contre nous n'avons pu avoir les retours du 8ème ward, et les retours du 14ème et du 15ème ward nous sont également inconnus.

LA GUERRE CONTRE LES MARCHÉS PARTICULIERS.

Une première manche à l'administrateur, suivie la revanche au shérif.

Nous avons prédit hier qu'il y aurait un mouvement tenté dans la journée par le député shérif Joe Dick, et nos prévisions ne nous ont pas trompé.

Vers quatre heures, hier matin, M. Dick, accompagné de six députés, MM. J. P. Lacoste, G. S. Brown, P. J. Kennedy, A. Brauer, J. Bourgeois et S. G. Crosse, s'est rendu au marché particulier, situé rue Vieille-Levée, entre Ursulines et Hôpital, et en a pris possession avec ses hommes. Ouvrant les portes et se tenant à la disposition du propriétaire pour le protéger en cas de besoin.

Vers six heures, un officier de police a fait acte d'apparition et a pénétré dans la boutique, mais ayant été menacé d'être arrêté, il s'est éloigné sans rien dire.

Quelques minutes plus tard, M. Turnbull, administrateur du département du commerce, suivi du capitaine Flannigan, est arrivé à son tour et a pris *de facto* le terrain, comme on dit vulgairement.

M. Joe Dick, cependant, n'a pas paru disposé à se laisser *déer*. Il déclarait qu'il maintiendrait l'injonction de la Cour Supérieure jusqu'à la dernière extrémité et que le marché particulier qu'il gardait resterait ouvert.

Il a averti en même temps l'administrateur, ou plutôt le *général* Turnbull, qu'il l'arrêterait, s'il essayait de faire fermer les portes de la boutique dont il était constitué le gardien. A quoi celui-ci a répondu en battant en retraite, toujours suivi de son chef d'état-major, Flanigan.

"Comme on le comprend facilement, ce n'était là qu'une *reconnaissance* comme l'on nomme, dirigée par le chef des troupes métropolitaines, et le combat décisif n'a pas tardé à s'engager.

Quinze métropolitains, ayant à leur tête l'illustre capitaine Flannigan en personne, le *chef* à la main, le pistolet au côté et sont avancés en rangs de chasse et ont donné l'assaut avec beaucoup de valeur, ayant été assurés d'avance que les députés du shérif n'étaient pas armés.

Il y a eu une lutte très inégale de quelques secondes qui s'est terminée par la capture de M. Joe Dick et de ses hommes.

On nous assure que ce moment du victoire et d'exaltation guerrière, un métropolitain trop zélé et peu généreux pour les vaincus—ce doit être un nègre—a voulu mettre des menottes au député shérif Dick, pour lui rendre sa défaite encore plus sensible.

Le capitaine Flanigan, cependant, a cru le bon esprit de s'opposer à cette indignité, en passant la courtoisie jusqu'à reconduire le héros de sixième classe qui avait conçu un beau projet d'enchaîner la victoire, représentée par le shérif, au profit de M. Turnbull et de l'usurpateur Kellogg.

Quelques personnes jugent que cette pacifique tentative n'a jamais été faite et ses gens d'une [illegible] un par effet de l'imagination de ceux qui nous ont induit en erreur.

Comme nous n'étions pas sur les lieux et que nous n'avons pas pu voir par nous-mêmes, nous croyons devoir donner les deux versions, en ajoutant que si la police n'a pas compté de commettre l'indignité de vouloir mettre des menottes au député-shérif Joe Dick, elle en est bien capable, car elle a fait pis que cela déjà.

A peine arrivé à la prison du troisième précinct, cependant, M. Dick a été mis en liberté sur parole, et sur sa garantie, ses députés ont été libérés également.

Il devait comparaître à deux heures de l'après-midi, devant le juge Sims, de la cour municipale du second district, pour répondre à l'accusation de violation de l'acte 31 ; cependant, comme on n'a pu trouver ni M. Turnbull, ni M. A. Gastinel, l'avocat de la poursuite, l'affaire a été remise à aujourd'hui.

M. Joe Dick, libre momentanément, s'est mis à chercher avec zèle l'administrateur du département du Commerce, sauveur de la vraie république, et l'a trouvé enfin. Les deux héros ont alors quitté l'Hôtel de Ville, suivis de leurs états-majors respectifs, et se sont rendus à la Nouvelle-Orléans, où Joe Dick a été mis en jugement par un juge de paix.

Le shérif a été acquitté sans avoir été interrogé, les témoins de la poursuite ayant refusé de déposer.

Quant à Turnbull, il a été arrêté et l'a conduit en prison pour refus de l'injonction du pacifique juge Hawkins.

Les amis de M. Turnbull le cherchent à la caserne comme un vulgaire malfaiteur, ont remué ciel et terre pour le délivrer.

Ils ont réussi à le faire mettre en liberté sur un mandat d'habeas corpus accordé par la quatrième cour de district.

L'affaire en est là et nous tiendrons à devenir le dénouement.

On dit qu'un ordre d'arrestation a été lancé contre Kellogg, pseudo-gouverneur de l'Etat, et contre Badger, surintendant de la police, mais cela n'est pas certain et nous ne le garantissons pas.

Ligue Blanche Crescent City.

Les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées par la Ligue Blanche Crescent City à sa séance régulière du 18 août :

Attendu, que l'on nous a rapporté un mouvement ayant pour but d'organiser et d'armer nos milices blanches qui seront sous les ordres du gouverneur usurpateur, et que des ouvertures ont été faites à des citoyens pour les engager à s'enrôler ;

Attendu, que si un pareil mouvement réussissait et que ceux qui l'approuvent s'enrôlassent de bonne foi, ils seront dépeints comme ayant été trompés dans le but d'engager depuis à l'insurrection, et ce, conséquence, qu'il cela, nous nous trouvons contre ce mouvement comme étant hostile aux intérêts les plus matériels de l'Etat.

Par ordre du C. C.
T. LEE SHUTE, Secrétaire.

Le comité du département de l'Ouest du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans.
Bureau de Terre.

Nous avons dit dans notre chronique d'hier que le Rose Packard, Marshal des Etats-Unis, était parti avant-hier matin pour Carrollton, afin de mettre l'agent de M. Ames en possession du département de l'Ouest du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans Mobile et Texas ; mais, sauf ce fait, nous n'avons pas de détails.

Il paraît que le shérif Martin de la paroisse Jefferson était disposé à maintenir sa position, mais il n'a pas pu résister au Marshal des Etats-Unis ; donc, il a cédé et l'agent d'Ames a été installé à sa grande satisfaction.

Candidature.

Le bruit ayant couru que M. R. Fernandez avait l'intention de solliciter la candidature pour la place de shérif civil, un de nos rapporteurs l'a interrogé à ce sujet et M. Fernandez lui a répondu qu'il ne postulait aucune candidature.

TEMPERATURE.—20 août 1874.
Thermomètre de C. DUFOSSAT, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	81	27
12 M.	82	28
3 P. M.	82	28
6 P. M.	81	27

LA PREMIÈRE BALLE DE COTON DU Mississippi.—Nous recevons la lettre suivante :

Oayka, 18 août 1874.

Messieurs Dufour & Limet, }
Messieurs et amis, }

La première balle de coton de la récolte de cette année a été récoltée dans l'Etat du Mississippi sur l'habitation de Monsieur Wm. Lindsay, 13 milles ouest de notre village, s'est rendue aujourd'hui à la presse devant notre mairie à Mr. J. A. Malet, à raison de 55 livres la livre ; le ballot pèse 505 livres et le coton est classé Low Middling.

CHARLES LEVI,
Maire de l'Oayka.

La récolte est généralement bonne.

Il n'y a pas de temps à perdre
Si vous voulez gagner un bon lot
A la Loterie de la Louisiane.
Achetez vite le billet qui peut-être
Demain vous rendra riche.
Il n'y a pas de temps à perdre
Si vous voulez gagner un bon lot
A la Loterie de la Louisiane.
Achetez vite le billet qui peut-être
Demain vous rendra riche.

MEUBLES A BON MARCHÉ.—Tout est bon marché par ces temps de crise, mais rien n'est aussi bon marché que les meubles de la fabrique de M. Jas. Hubbard, au coin des rues Rampart et Perdido, parce que ces meubles réunissent l'élégance à la solidité et au fini du travail, qualité rare dans les meubles fabriqués en Amérique. Allez donc faire vos achats chez M. Hubbard.

LA QUESTION ESPAGNOLE.

Le correspondant de Paris au *Times* écrit à ce journal, le 27 juillet :

L'inaction de la marine espagnole est extraordinaire. Depuis quelque temps on n'a pas entendu parler de cette marine. Elle ne paraît pas avancer son nez la contrebande de guerre. Dans les petits ports de la côte Nord, qui sont bien connus pour les facilités qu'ils offrent au débarquement, sont complètement négligés. Il devrait y avoir une escadrille de vigilance à l'embouchure de la Bidassoa, et des barques armées sur la rivière. Il semble que la marine espagnole ne suit l'objet des défiances du gouvernement, et par conséquent non employée par lui, on s'elle lui est donnée à contre-cœur et mal disposée à rendre des services réels.

—Un fait curieux, si l'on parvient à l'établir ; on assure qu'il résulte de certaines révélations qu'une partie des armes et des munitions dont les carlistes se servent actuellement, auraient été fournies par des armateurs de Hambourg. On sait qu'il existe actuellement, en Allemagne, un stock considérable d'armes de tous calibres et de tous modèles que le commerce cherche à écouler.

On lit à ce même sujet dans la correspondance de Versailles du *Journal de Paris* :

Je suis en mesure de vous donner comme certain que le gouvernement espagnol a fait déclarer au ministère des affaires étrangères qu'il est opposé à toute intervention et qu'aucune concert privée n'a obtenu, n'a désarmé, l'envoi de la flotte allemande dans les eaux espagnoles.

Cette déclaration, dont je n'ai pas besoin de faire ressortir l'importance, a été parfaitement accueillie par le cabinet.

Nous lisons dans le *Mémorial Diplomatique* :

"On signale de plusieurs côtés un refroidissement assez sensible qui se serait produit depuis quelque temps, entre les cabinets de Berlin et de Londres ou, pour mieux dire, entre le prince de Bismarck, d'une part, et le ministère tory de l'autre. L'empereur Guillaume lui-même ne serait pas satisfait de l'attitude des tories dans plusieurs questions de politique générale.

Le séjour dans l'île de Wight, du prince héritier d'Allemagne et de la princesse Victoria, sa femme, ne semble guère de nature à exercer quelque influence sur cette situation. Nous ajoutons que, pendant un moment, le voyage de l'empereur d'Allemagne en Angleterre a paru douteux. Il paraît bien arrêté qu'il sera de son retour de l'île de Wight, où il visitera la reine, le prince de Galles, le prince impérial et le prince Arthur, se rendre à Coblentz à l'empereur d'Allemagne."

On écrit de Bordeaux, dimanche matin :

L'inauguration de la ligne de Bordeaux à Bayonne a eu lieu hier, avec beaucoup de solennité, en présence d'un grand concours de monde et très brillant d'équipages.

Le banquet, présidé par S. Em. le cardinal Donnet, a été servi à l'hôtel de la Paix ; nous avons compté plus de deux cent cinquante invités ou souscripteurs ; on remarquait à la tête de la liste le préfet, le maire de Bordeaux, M. G. le constituant, M. Labadie, président du conseil d'administration, le chemin de fer de Médoc, M. de la Roche-Tolay, ingénieur en chef, des conseillers généraux, etc., etc.

—*La Nouvelle Découverte* Société de Berlin annonce que 227 exemplaires d'un journal intitulé *Journal de Lassalle* ont été saisis, dans une première séance, entre les mains d'un colporteur. *Le Démocrate* ajoute que la réunion a été dispersée par la police.

—On lit dans l'*Indépendance belge* du 27 :

Le fameux chef de bande Cuperolino et un de ses compagnons ont été pris, la nuit dernière, dans le bois de Pierre-Lamare, aux environs de Padula, dans un combat avec la force publique.

Chose rare, aucun [illegible] n'a été blessé dans la lutte.

Quelques chaos de [illegible] dans l'air... Nous ne pouvons montrer les [illegible] qui prévient les maladies épidémiques et endémiques, mais les découvertes prodigieuses qui ont été faites dans la pharmacopée végétale nous mettent à même de contracter leur alliance intime et de donner le plus puissant des remèdes connus dans le monde entier, sous le nom de "Remède des Mineurs." Ce médicament purement végétal, dans lequel les anti-spasmes, les stimulants, les absorbants et les astringents se trouvent dans le règne végétal dans les proportions et dans les doses qui peuvent convenir. Dans les climats de l'Amérique, où l'atmosphère est ordinairement très humide, et où toutes les fièvres qui en proviennent se déclarent avec une violence inconnue dans les autres parties du monde, le Remède des Mineurs a été trouvé d'une efficacité merveilleuse. Il est d'une grande importance que ceux qui habitent ces climats insalubres, ou qui sont sur le point de les visiter, sachent que le Remède des Mineurs est le seul remède connu qui ait jamais été découvert pour prévenir et guérir les fièvres. Il est d'une si